



Assemblée générale

Distr. générale
29 février 2012
Français
Original: espagnol

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa soixante et unième session, 29 août-2 septembre 2011

N° 28/2011 (République bolivarienne du Venezuela)

Communication adressée au Gouvernement le 6 juin 2011

Concernant: Miguel Eduardo Osío Zamora

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102 et l'a prolongé d'une nouvelle période de trois ans par sa résolution 15/18, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses Méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis la présente communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

3. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu à la communication qui lui a été adressée; en conséquence, il fondera son avis sur les allégations et renseignements fournis par la source.

Informations reçues

Communication émanant de la source

4. La source indique que Miguel Eduardo Osío Zamora, né le 28 mai 1969, de nationalité vénézuélienne, marié, et avocat, exerçait la fonction de directeur juridique et en conformité de la société de courtage Econoinvest Casa de Bolsa, CA (dénommée ci-après Econoinvest). Cette personne a été arrêtée le 24 mai 2010 sans mandat judiciaire par des fonctionnaires de police de la Division de lutte contre la délinquance organisée du Corps des investigations scientifiques, pénales et criminelles (CICPC) relevant du Ministère du pouvoir populaire pour l'intérieur et la justice. À l'heure actuelle, Osío Zamora reste en situation de privation de liberté dans les locaux de la Direction de l'intelligence militaire (DIM).

5. Selon la communication reçue, le 24 mai 2010 la police a pénétré dans des locaux d'Econoinvest en vue de perquisitionner cet établissement et, le cas échéant, ses annexes, et de saisir toutes devises et tous les documents propres à démontrer la pratique illicite de transactions de titres, ainsi que les données stockées dans les systèmes électroniques, les supports numériques et/ou physiques (documentaires) de toutes opérations de change présumées illicites ainsi que toutes autres preuves de caractère criminel qui pourraient être utiles à l'enquête pénale n° F20NN-017-2020 pour laquelle le vingtième parquet du ministère public était pleinement compétent au niveau national.

6. Le mandat de perquisition n° 015/10, valide sept jours, a été émis le 21 mai 2010 par le juge provisoire Santos Montero Tovar, chargé du seizième tribunal de première instance de la circonscription judiciaire pénale de la Métropole de Caracas.

7. La source indique que les juges des parquets n° 23 et n° 61 du ministère public ayant pleine compétence au niveau national ont demandé au juge chargé du seizième tribunal de première instance de la circonscription pénale de la Métropole de Caracas d'émettre d'extrême urgence un mandat de perquisition des locaux d'Econoinvest. Cette demande était liée à la plainte déposée par Tomás Sánchez, Président de la Commission nationale des titres, le 14 mai 2010, en rapport avec la surveillance exercée par la Commission à l'égard de plusieurs maisons de courtage en bourse pour avoir effectué des opérations de devises non appuyées sur des titres matériels. Selon les informations fournies par la source, la demande écrite de mandat de perquisition a été présentée le 22 mai 2010, soit postérieurement à l'émission du mandat, qui a eu lieu le 21 mai.

8. La perquisition en cause a été effectuée le 24 mai 2010 au siège d'Econoinvest par des fonctionnaires de la Division nationale de lutte contre la délinquance organisée du CICPC en la présence des procureurs provisoires des parquets n°s 20, 23 et 74 du ministère public national, du Sous-Directeur de la Direction du ministère public contre la corruption, et du Directeur des procédures judiciaires du ministère public, Alejandro Castillo. Il est

consigné dans le rapport de perquisition que, en application des instructions des procureurs présents, il fut décidé de présenter dès le lendemain les dirigeants d'Econoinvest devant le tribunal de flagrant délit compétent.

9. Il s'ensuit qu'Osío Zamora fut arrêté au siège d'Econoinvest le 24 mai 2010, après la perquisition. Cinq jours plus tard, le 29 mai 2010, sa mise en détention fut sanctionnée par le juge provisoire, Montero Tovar.

10. La source souligne que les procureurs et agents de police qui participèrent à la perquisition ne possédaient ni ne montrèrent un mandat d'amener, un mandat d'arrêt ou une décision de justice autorisant l'arrestation d'Osío Zamora. Les procureurs donnèrent néanmoins aux fonctionnaires de police des instructions pour arrêter Osío Zamora et le conduire au poste de police en l'accusant de deux délits: le commerce illicite de devises et l'association de malfaiteurs moyennant des transactions de titres effectuées par le biais d'Econoinvest, prétendument sans intervention ou contrôle de la Banque centrale du Venezuela.

11. Osío Zamora a été conduit à la Division de lutte contre la délinquance organisée du CICPC. L'autorité judiciaire ordonna ensuite son internement dans les locaux de la Brigade d'action spéciale (BAE) du CICPC, devenue depuis la Brigade de réaction immédiate (BRI). Enfin, il a été transféré dans les locaux de la DIM où il est encore détenu.

12. Les transactions de titres qui ont motivé la mesure de privation de liberté prise à l'encontre d'Osío Zamora et les charges pénales retenues contre lui sont des transactions de titres garantis en intérêts et principal (*Títulos de Interés y Capital Cubiertos (TICC)*) émis par la République bolivarienne du Venezuela et libellés en dollars des États-Unis d'Amérique. Toutes les opérations qui ont motivé l'action pénale comprenaient l'utilisation de TICC. Elles avaient été effectuées dès la fin de 2007 par Econoinvest et par d'autres maisons de courtage avec l'accord de la Banque centrale du Venezuela et de la Commission nationale des titres. Econoinvest avait déjà fait l'objet de nombreuses inspections effectuées par la Commission nationale des titres, laquelle n'avait jamais remis en cause la légalité de ses transactions de titres TICC.

13. Ces transactions étaient entièrement protégées par la loi au moment où elles ont été effectuées, en vertu d'une disposition légale qui exonérait explicitement les opérations de ce type de toute suspicion de pratiques de change illicites. À cet égard, la source invoque l'article 9 de la loi contre les opérations de change illicites, publiée dans l'édition spéciale n° 5867 de la *Gaceta Oficial* du 28 décembre 2007 et demeurée en vigueur jusqu'au 17 mai 2010, qui est libellée comme suit:

«La Banque centrale du Venezuela est seule compétente pour procéder, par l'intermédiaire des opérateurs de change autorisés, à la vente et à l'achat de devises quel que soit le montant. Toute personne qui contrevient à cette règle commet un délit de change et est puni d'une amende égale au double du montant de l'opération en cause ou de son équivalent en bolívares. Toute personne qui, au cours d'une même année calendaire, effectue une ou plusieurs opérations, sans intervention de la Banque centrale du Venezuela pour acheter, vendre ou d'une quelconque manière offrir, aliéner, transférer ou recevoir des devises d'un montant compris entre 10 000 dollars et 20 000 dollars des États-Unis d'Amérique, ou l'équivalent dans une autre devise, est punie d'une amende égale au double du montant de l'opération ou de son équivalent en bolívares.

Dans le cas précédent, lorsque le montant de l'opération est supérieur à 20 000 dollars des États-Unis ou à l'équivalent dans une autre devise, il est appliqué une peine de deux à six ans d'emprisonnement et une amende en bolívares équivalente au double du montant de l'opération en cause.

Ce qui précède s'entend sans préjudice de l'obligation de restituer ou vendre les devises à la Banque centrale du Venezuela, conformément aux dispositions juridiques applicables.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux transactions de titres.».

14. Les transactions qui sont reprochées par le ministère public à Osío Zamora se rapportent à des opérations de titres de valeurs effectuées entre le 23 janvier 2010 et le 10 mai 2010, période pendant laquelle la loi citée plus haut était pleinement en vigueur. La source affirme que la loi en question a fait ensuite l'objet de plusieurs modifications à la suite desquelles elle a été publiée dans l'édition spéciale n° 5975 de *Gaceta Oficial*, le 17 mai 2010. Le texte en est libellé comme suit:

«L'article 9 est modifié de la manière suivante:

Article 9

La Banque centrale du Venezuela est seule compétente pour procéder, aussi bien en monnaies qu'en titres en vue d'obtenir pour soi-même ou pour ses clients des soldes en monnaie étrangère pour les aliéner avant leur date de maturité, à la vente et à l'achat de devises, quel que soit le montant. Toute personne qui contrevient à cette disposition commet en délit de change et est punie d'une amende égale au double du montant de l'opération ou de son équivalent en bolívares.

Toute personne qui effectue une ou plusieurs opérations au cours d'une même année calendaire, sans l'intervention de la Banque centrale du Venezuela pour acheter, vendre ou d'une quelconque manière offrir, aliéner, transférer ou recevoir des devises d'un montant compris entre 10 000 dollars et 20 000 dollars des États-Unis d'Amérique, ou l'équivalent dans une autre devise, est punie d'une amende égale au double du montant de l'opération ou de son équivalent en bolívares.

Dans le cas précédent, lorsque le montant de l'opération est supérieur à 20 000 dollars des États-Unis ou à l'équivalent dans une autre devise, il est appliqué une peine de deux à six ans d'emprisonnement et une amende en bolívares équivalente au double du montant de l'opération.

Ce qui précède s'entend sans préjudice de l'obligation de restituer ou de vendre les devises à la Banque centrale du Venezuela, conformément aux dispositions juridiques applicables.».

15. Selon la source, outre leur fondement juridique, la légalité des opérations en cause est confirmée par une note datée du 15 juillet 2010 adressée par le Directeur général du Bureau juridique du Ministère de l'économie et des finances à l'Office national de crédit public, dans laquelle il est dit expressément que les titres TICC sont négociables sur le marché secondaire tant en dollars qu'en bolívares. La source ajoute que le ministère public a manipulé la loi afin de priver de liberté ou d'inculper Osío Zamora et d'autres personnes, et signale que quand bien même les titres TICC étaient libellés en dollars des États-Unis d'Amérique, ils ne pouvaient être achetés qu'en bolívares. La source ajoute à cet égard que ni la Banque centrale du Venezuela ni la Commission nationale des titres n'avaient formulé une telle interdiction avant la révision de la loi, qu'elles n'ont à aucun moment interdit la commercialisation en dollars des TICC et qu'elles n'ont jamais dit que leur négociation devait se faire exclusivement en bolívares, ce en dépit du fait que toutes les transactions avaient été signalées mois après mois à la Commission nationale des titres avant le 15 du mois suivant, accompagnées d'un bilan général et d'indices.

16. En outre, la source considère que la détention d'Osío Zamora s'inscrit dans un plan conçu et mis à exécution par des autorités de l'État et obéissant à des raisons politiques plutôt que juridiques. La source affirme à ce sujet qu'Econoinvest avait cessé de négocier

des titres TTIC aussitôt que la loi en cause eu été modifiée. Ses dirigeants ont été néanmoins arrêtés pour des opérations effectuées avant la révision de la loi.

17. La source rappelle que, dès 2009, des interventions et procédures pénales ont été engagées contre les dirigeants de diverses institutions financières, mesures qui ont été par la suite étendues à des institutions qui avaient des relations directes ou indirectes avec elles ou leurs actionnaires et, ultérieurement, aux sociétés de bourse et aux maisons de courtage. La source considère qu'il s'est créé, à partir de 2010, un climat général de persécution à l'égard des dirigeants des maisons de courtage dont le point culminant a été les mesures prises par l'organe de surveillance de l'État à l'encontre de nombre de ces institutions, qui ont été empêchées d'exercer leurs responsabilités et activités institutionnelles.

18. Osío Zamora a été arrêté et privé de liberté pendant cinq jours dans les locaux de la police sans avoir fait l'objet d'un mandat judiciaire. Ce n'est que le sixième jour que sa détention a été confirmée à titre de mesure préventive.

19. La source rappelle que la privation de liberté est une mesure de caractère exceptionnel et constitue un ultime recours en matière de procédure pénale. C'est pourquoi, le juge peut ordonner d'autres mesures moins pénalisantes pour autant qu'elles permettent de préserver les fins de la procédure judiciaire. À cet égard, elle cite l'article 250 du Code de procédure pénale de la République bolivarienne du Venezuela libellé comme suit:

«Article 250. Le juge superviseur peut, à la demande du ministère public, prononcer la mise en détention préventive du prévenu pour autant qu'il existe de façon certaine:

1. Un délit passible d'une peine de privation de liberté, lorsque l'action pénale n'est pas manifestement prescrite;
2. Des raisons sérieuses de considérer que le prévenu a commis un délit ou a participé à sa commission;
3. Un motif raisonnable, compte tenu des circonstances particulières, de craindre que le prévenu prenne la fuite ou entrave la recherche de la vérité en ce qui concerne une partie de l'enquête.

(...)

Dans des cas exceptionnels d'extrême nécessité et de grande urgence et chaque fois qu'existent les situations envisagées dans le présent article, le juge superviseur, à la demande du ministère public, autorise l'arrestation du prévenu par tout moyen approprié.».

20. Il n'a jamais été démontré, qu'il existait, dans le cas d'Osío Zamora, un risque de fuite ou d'entrave à la justice. En outre, la source affirme qu'Osío Zamora ne se trouvait pas au siège d'Econoinvest au moment de la perquisition. Il aurait pu tenter de prendre la fuite, ce qu'il n'a pas fait; au contraire, il s'est immédiatement présenté aux autorités.

21. Le 11 avril 2011 s'est tenue une audience préliminaire du treizième tribunal de première instance responsable de la circonscription pénale de la Métropole de Caracas, présidée par le juge temporaire Robinson Vásquez. Le juge a prononcé l'ouverture du jugement oral et public d'Osío Zamora après avoir rejeté les recours en nullité, en exception et en annulation de mesures de privation de liberté. La source explique que le juge a requalifié le délit d'association de malfaiteurs, prévu dans la loi sur la délinquance organisée, en délit d'association criminelle (*agavillamiento*), défini dans le Code pénal. Le chef d'accusation pour commerce illicite de devises, établi dans la loi révisée contre les opérations de change illicites, a été maintenu.

22. L'avocat d'Osío Zamora a fait appel de la mesure de privation de liberté, recours qui a été rejeté par la Cour d'appel. Il a en outre adressé une demande d'examen et de révision de la mesure de privation de liberté et son remplacement par une mesure moins pénalisante, au treizième tribunal de première instance responsable de la circonscription pénale de la Métropole de Caracas, recours qui a été également rejeté par le tribunal en question. Il a en outre adressé à la chambre pénale du Tribunal suprême de justice un recours en *avocamiento*, qui est encore pendant.

23. La source considère que la détention d'Osío Zamora est incompatible avec le droit interne et le droit international et par conséquent arbitraire. En ce qui concerne le caractère prétendument politique de la mesure de privation de liberté prise à son encontre, la source indique que les interventions et l'arrestation des dirigeants des maisons de courtage commencèrent après que la plus haute autorité de l'État se fût prononcée contre ces entités. Dès lors, les médias proches du Gouvernement ont lancé une campagne dans laquelle les dirigeants d'Econoinvest étaient qualifiés de délinquants sur la base des perquisitions effectuées et de la procédure pénale engagée à leur encontre. Les programmes diffusés par ces médias donnèrent l'impression que les personnes concernées avaient déjà été jugées et condamnées. Les campagnes et affirmations de cette nature peuvent influencer sur les décisions des organes d'administration de la justice, situation qui constitue une violation des normes internationales relatives à un jugement impartial devant des juges indépendants et impartiaux, eu pleinement égard au principe de présomption d'innocence et aux garanties d'une procédure régulière.

24. S'agissant des irrégularités supposées qui auraient marqué la détention, la source signale l'absence d'ordre chronologique entre le mandat de perquisition n° 015/10 signé par le juge du seizième tribunal de première instance, document qui a été émis le 21 mai 2010, et le document adressé au même juge, lui demandant d'émettre un mandat de perquisition et de saisie signé par les procureurs des parquets n° 23 et n° 61 du ministère public national, daté du 22 mai 2010. Il apparaît par conséquent que la demande d'émission de mandat de perquisition aurait été faite après la date de l'émission dudit mandat.

25. Par ailleurs, la source souligne que l'arrestation d'Osío Zamora n'était pas fondée sur un mandat judiciaire. Elle rappelle à cet égard que l'article 49 et le paragraphe 1 de l'article 44 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela reconnaissent le droit de toute personne à ce que toute mesure d'arrestation à son encontre ait été ordonnée au préalable par un juge compétent et impartial. Osío Zamora ayant été arrêté sans mandat judiciaire, il s'agit d'une mesure incompatible avec les principes fondamentaux consacrés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

26. La source cite en outre textuellement les observations que l'organe juridictionnel, le seizième tribunal de première instance, aurait formulées dans le procès-verbal de l'audience au cours de laquelle le prévenu a été entendu, le 29 mai 2010:

«L'arrestation des prévenus a été effectuée par suite de la perquisition effectuée dans les locaux d'Econoinvest Casa de Bolsa en l'absence de tout document montrant qu'un mandat judiciaire avait été émis conformément à l'une quelconque des méthodes établies dans le Code de procédure pénale et, qui plus est, que rien n'indique qu'il existait une situation de flagrante, étant donné que, comme le ministère public et l'avocat l'ont fait observer, les faits faisant l'objet de l'enquête ne venaient pas d'être commis. Le tribunal considère en conséquence que l'enquête menée par la police a outrepassé les limites fixées par la Constitution, ce qui entraîne que l'arrestation examinée doit être déclarée nulle et non avenue pour non-conformité avec les dispositions de l'article 44 de la Constitution.».

27. Une violation manifeste du droit à une procédure régulière a été commise au préjudice de la liberté personnelle d'Osío Zamora, raison pour laquelle l'organe juridictionnel lui-même a estimé que son arrestation et les actes des fonctionnaires de police qui ont mené l'enquête avaient dépassé les limites constitutionnelles. Cependant, en dépit de ces observations, le tribunal, au lieu d'ordonner la remise en liberté du détenu, a ordonné sa mise en détention préventive pour des actes qui n'étaient pas constitutifs d'un délit au moment où ils se sont produits.

28. En outre, le tribunal n'a pas pris en considération le fait qu'Osío Zamora avait été privé de liberté du 24 au 28 mai 2010 sans aucun mandat émanant d'une autorité de justice. Ce n'est qu'au sixième jour de détention, soit le 29 mai 2010, que la justice a déclaré que la privation de liberté était une mesure préventive. Le tribunal n'a pas pris en considération que la détention préventive ne peut être imposée qu'à titre exceptionnel plutôt que comme une règle générale.

29. La situation d'arbitraire que constitue la mise en détention d'Osío Zamora a été aggravée par l'application rétroactive de la loi pénale.

30. La source précise en outre qu'il est impossible de trouver un quelconque fondement légal justifiant la détention d'Osío Zamora. À ce sujet, elle rappelle qu'il est accusé d'avoir commis deux délits – le commerce illicite de devises et l'association de malfaiteurs – pour avoir négocié des titres (TICC) par l'intermédiaire d'Econoinvest. Les transactions qui lui sont reprochées par le ministère public se rapportent à des opérations effectuées le 23 janvier 2010 et le 10 mai 2010. La nature et la forme de ces opérations étaient expressément régies par une exemption spéciale de l'article 9 de la loi de 2007 contre les opérations de change illicites, selon laquelle toute transaction de titres, quel qu'en soit le montant, ne peut être considérée comme une opération de change illicite.

31. Cette disposition légale a été modifiée le 17 mai 2010 par un nouveau texte qui prévoit que la Banque centrale du Venezuela serait seule compétente pour procéder à la vente et à l'achat de devises, quel qu'en soit le montant, et qu'à cette date cesserait l'exemption concernant les transactions de titres. C'était donc depuis le 17 mai 2010 seulement que les transactions de titres sont interdites par la loi.

32. Osío Zamora est actuellement en détention préventive pour des actes qui ne constituaient pas un délit au moment où ils ont été commis. La loi contre les opérations de change illicites lui est appliquée rétroactivement, ce qui constitue une violation manifeste de son droit à l'application régulière de la loi et du principe de droit pénal *nulla poena sine lege*.

33. La source évoque en outre le chef d'inculpation retenu contre Osío Zamora pour délit d'association de malfaiteurs prévu dans la loi sur la délinquance organisée. Elle considère à ce sujet que ce chef d'inculpation ne correspond pas aux actes qu'il prétend poursuivre étant donné que la même loi dispose que ce délit comprend les actions ou omissions imputables à au moins trois personnes qui s'associent, pendant une certaine période, avec l'intention de commettre les délits prévus dans la loi. Dans le cas d'Osío Zamora, les faits qui lui sont reprochés étaient prévus dans un autre instrument, à savoir la loi contre les opérations de change illicites. C'est pourquoi le treizième juge responsable du tribunal de première instance pénale de la circonscription judiciaire de la Métropole de Caracas a requalifié le chef d'accusation d'«association de malfaiteurs» (*asociación para delinquir*) en «association criminelle» (*agavillamiento*), infraction prévue et punie par l'article 286 (ou 287) du Code pénal et constituée quand au moins deux personnes s'associent avec l'intention de commettre des actes délictueux.

34. Les actes délictueux reprochés à Osío Zamora étaient légaux jusqu'au 17 mai 2007, c'est-à-dire après la date à laquelle auraient été commis les actes aujourd'hui proscrits. La source estime pour cette raison que même si Osío Zamora s'était associé à d'autres

individus en vue de commettre des actes considérés aujourd'hui comme illégaux, il ne faut pas perdre de vue que leur illégalité a été constituée au moment de la commission des faits, faute de quoi l'on sanctionnerait une application rétroactive de la loi.

35. Enfin, la source signale plusieurs violations du droit à l'application régulière de la loi: l'ouverture de poursuites contre les dirigeants de cinq sociétés de courtage différentes parmi lesquelles figurent Econoinvest Casa de Bolsa, CA, ainsi que le fait qu'on leur attribue des infractions différentes désignées par des qualifications juridiques similaires: le commerce illicite de devises et l'association de malfaiteurs. À cet égard, la source affirme qu'il n'a ni été établi ou signalé que les dirigeants des différentes sociétés de courtage avaient agi de façon concertée en vue de commettre les actes en cause, ni démontré qu'il existe un lien entre les différents actes. En outre, les poursuites semblent avoir été engagées sans mûre réflexion étant donné qu'il n'existe dans le dossier judiciaire aucun document susceptible de les justifier ou de les fonder.

36. Selon la source, plusieurs prévenus seraient actuellement jugés pour des actes différents. Il en résulte une situation indûment compliquée, ce qui pourrait avoir des répercussions sur leur droit d'être jugés sans retard excessif. La source estime que ce qui précède a des incidences sur la diligence, l'attention aux détails et à l'instruction que le juge peut apporter à l'examen des différents cas.

37. La source estime que la détention de M. Zamora est arbitraire.

Réponse du Gouvernement

38. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement ne lui ait pas adressé d'informations donnant sa réponse aux allégations de la source.

Délibérations du Groupe de travail

39. Étant donné que le Gouvernement n'a pas répondu à la communication que lui a adressée le Groupe de travail, ce dernier émet l'avis ci-après en se fondant sur les renseignements fournis par la source.

40. La source affirme que le chef d'entreprise et avocat Miguel Eduardo Osío Zamora, directeur légal et de conformité de la société de courtage Econoinvest Casa de Bolsa, CA, a été privé de liberté le 24 mai 2010, sans mandat judiciaire, par des policiers de la Division de lutte contre la délinquance organisée du CICPC, laquelle relève du Ministère du pouvoir populaire pour l'intérieur et la justice, au cours d'une opération de police et de perquisition des locaux de l'entreprise, qui se consacre aux transactions en devises et à d'autres activités financières légales. Elle ajoute que le mandat de perquisition a été émis le 21 mai 2010 par le juge provisoire du seizième tribunal de première instance responsable de la circonscription judiciaire de la Métropole de Caracas. La détention d'Osío Zamora a été sanctionnée le 29 mai 2010. Sa source affirme que le mandat de perquisition a été émis sans que le ministère public en ait fait la demande, ce qu'il n'aurait fait que le jour suivant l'émission du mandat. Les procureurs ont tenté de remédier à l'absence de mandat d'arrêt en prétendant que le détenu avait été pris en flagrant délit.

41. Les charges retenues contre Osío Zamora sont le commerce illicite de devises et l'association de malfaiteurs.

42. Les faits constitutifs de ces délits seraient les transactions de titres TICC émis par l'État, tant en bolívares qu'en dollars des États-Unis d'Amérique, opérations que pratiquaient toutes les maisons de courtage depuis la fin de 2007 et qui étaient expressément autorisées par la Banque centrale du Venezuela et la Commission nationale des titres, institutions qui avaient procédé à de nombreux contrôles dans le passé. La loi de 2007 contre les opérations de change illicites autorisait ces transactions qui étaient régies

par diverses règles de la Banque centrale. La loi est libellée comme suit: «Toute personne qui effectue une ou plusieurs opérations au cours d'une même année calendaire, sans l'intervention de la Banque centrale du Venezuela pour acheter, vendre ou d'une quelconque manière offrir, aliéner, transférer ou recevoir des devises d'un montant compris entre 10 000 dollars et 20 000 dollars des États-Unis d'Amérique, ou l'équivalent dans une autre devise, est punie d'une amende égale au double du montant de l'opération ou de son équivalent en bolívares. Dans le cas précédent, lorsque le montant de l'opération est supérieur à 20 000 dollars des États-Unis ou à l'équivalent dans une autre devise, il est appliqué une peine de deux à six ans d'emprisonnement et une amende en bolívares équivalente au double du montant de l'opération.». Des irrégularités n'avaient été constatées lors d'aucun des contrôles de l'entreprise Econoinvest effectués dans le passé.

43. Il ressort du texte juridique reproduit ci-dessus que les opérations de change de devises d'un montant inférieur à 20 000 dollars effectuées «sans l'intervention de la Banque centrale du Venezuela» avant le 17 mai 2010, date de la révision de la loi, seraient sanctionnées, mais uniquement par des peines pécuniaires et en aucun cas par des peines de privation de liberté. Seules les opérations d'un montant supérieur à cette somme étaient passibles d'une peine de privation de liberté.

44. L'affirmation de la source, selon laquelle les opérations mises en cause par les procureurs avaient été effectuées avant le 17 mai 2010 et qui avaient été effectivement réalisées entre le 23 janvier 2010 et le 10 mai 2010 n'a pas été contestée par le Gouvernement.

45. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement n'a pas fourni d'informations démontrant que les opérations qu'Osío Zamora est accusé d'avoir effectuées avant le 17 mai 2010 ont dépassé le montant de 20 000 dollars, ou l'équivalent dans d'autres monnaies, ni qu'il a effectué des transactions de devises après le 17 mai 2010, date à laquelle le commerce des devises a été interdit, quel que soit le montant, toutes ces opérations étant passibles de sanctions pénales de privation de liberté. Cela étant, s'il s'avérait que les opérations dont il est accusé ont effectivement eu lieu avant l'entrée en vigueur de la loi du 17 mai 2010, cela voudrait dire qu'il y a eu violation du principe *nullum crimen sine lege, nullum poena sine lege*, principe cardinal du droit pénal contemporain énoncé tant dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 11, par. 1) que dans le Pacte international relatifs aux droits civils et politiques (art. 15).

46. Osío Zamora a été arrêté sans mandat judiciaire. Quoique l'on prétende qu'il a été pris en flagrant délit, la relation des faits (existence d'un «avant-mandat» de perquisition, présence dans les locaux d'Econoinvest de policiers et de procureurs, instructions d'arrestation données aux policiers), démontre qu'il aurait dû être présenté rapidement au juge, ce qui n'a été fait que le 29 mai 2010, date à laquelle sa mise en détention fut sanctionnée par le juge (Art. 9 du Pacte).

47. L'avocat d'Osío Zamora a formé plusieurs recours judiciaires pour obtenir le rétablissement des droits de ce dernier, en particulier son droit à la liberté personnelle. Un recours contre un arrêt précédent de la Cour d'appel a été rejeté par la Cour et une demande de révision de sa mise en détention préventive a été également rejetée. Le droit de rester en liberté pendant son procès lui a été refusé, même sous caution ou moyennant l'application d'une mesure de substitution. Il a en outre adressé un recours à la chambre pénale du Tribunal suprême de justice, mais ce dernier ne s'est pas encore prononcé. Tous ces recours ont été inefficaces, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 8 de la Déclaration universelle et au paragraphe 3 de l'article 2 ainsi qu'au paragraphe 4 de l'article 9 du Pacte.

48. L'inobservance des droits susmentionnés constitue en outre une violation du droit à la présomption d'innocence, du droit d'être jugé sans retard excessif et dans des délais raisonnables (Déclaration universelle, art. 11, par. 1, et Pacte, art. 14, par. 2).

Avis du Groupe de travail

49. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

a) La privation de liberté de Miguel Eduardo Osío Zamora est arbitraire et relève de la catégorie III des méthodes de travail du Groupe de travail étant donné qu'il y a eu violation des droits de l'homme consacrés aux articles 3, 7, 8, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et au paragraphe 3 de l'article 2 et aux articles 9, 10, 14 et 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

b) En conséquence, le Groupe de travail demande aux autorités pertinentes de la République bolivarienne du Venezuela de procéder sans attendre à la libération du prévenu sachant qu'elles peuvent prendre toutes garanties pour s'assurer de sa présence à son procès ou à tout moment aux fins des procédures et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement.

[Adopté le 30 août 2011]
